

INTOLERABLE : UN RAPPORT DES INSPECTIONS GENERALES PRECONISE ENCORE DES SUPPRESSIONS DE POSTES !

On apprend qu'il faudrait maintenant économiser non pas 10 mais plutôt 20 ou 25 milliards pour 2024 ! Et que ce sont 30 milliards d'euros qu'il conviendrait d'économiser en 2025, et non plus une vingtaine de milliards d'euros comme annoncé au printemps. Et une note de la direction générale du Trésor transmise à la commission des Finances va encore plus loin en évoquant la nécessité de documenter « environ 100 milliards d'économies à horizon 2028 ». Quelle est cette folie ? Le budget de l'Education Nationale déjà mis à mal, risque d'être réduit à peau de chagrin.

S'appuyant sur une baisse démographique prévisionnelle (estimée à - 480 000 élèves entre 2023 et 2028 en élémentaire et au collège), un rapport de l'inspection générale explore 3 scénarii pour « optimiser les moyens » et faire des économies budgétaires en supprimant des postes d'enseignants.

Dans le collimateur, les **classes à effectifs trop réduits par rapport à la moyenne nationale** établie par niveau et par type d'établissement (éducation prioritaire ou non). En modifiant la répartition des élèves, cela permettrait de fermer 600 classes à l'école primaire, **entre 1 000 et 1 450 classes au collège (soit la suppression de 1 380 à 1 820 équivalents temps plein)**. Pour le lycée, cela aurait comme conséquence un appauvrissement de l'offre d'options ou d'enseignements de spécialité, ou une réduction des dédoublements de classe.

Autre piste envisagée : **s'attaquer aux effectifs dans les classes dédoublées en éducation prioritaire** (grande section, CP et CE1). En effet, l'IG estime que les résultats sont en deçà des « bénéfiques attendus ». Les effectifs, actuellement limités à 12 élèves par classe, pourraient aller jusqu'à dix-sept ce qui générerait la fermeture de 117 à 2 360 classes selon le seuil fixé.

Troisième axe, **revoir le maillage territorial** des écoles et des collèges en fonction de la démographie scolaire. Ainsi, cette mesure permettrait la fermeture de près de 1 925 écoles, ce qui correspondrait à la suppression de plus de 4 900 équivalents temps plein d'enseignants. Cette hypothèse créerait un accroissement des inégalités d'accès à l'école selon les territoires et la désertification des zones les plus rurales. **Dans le second degré, trente-trois collèges pourraient être fermés selon cette modélisation**, à parts égales entre public et privé sous contrat. **Cela représente près de 800 enseignants à temps plein en moins.**

Et si le prochain gouvernement s'empare de ces trois scénarii, ce serait catastrophique. Pourquoi ne pas profiter de cette baisse démographique pour améliorer les conditions de travail des enseignants et par conséquent des élèves ? N'oublions pas que la France compte parmi les pays qui ont les classes les plus chargées d'Europe. Pourquoi vouloir encore plus abîmer l'École publique ? Est-ce pour favoriser les écoles privées, qui d'après une enquête montre que 1,2 milliards de subventions facultatives de la part des régions ont été versées aux lycées privés ?

Pourtant, le constat est unanime : cette rentrée se déroule avec des classes surchargées (allant jusqu'à plus de 35 élèves par classe en lycée, plus de 30 en collège), des classes sans professeurs, un manque criant de remplaçants dès les premières semaines, des élèves sans AESH, sans infirmière, sans assistante sociale... l'école manque de tout !

FO n'attendra pas cette baisse démographique et revendique immédiatement la création et/ou le maintien de tous les postes nécessaires afin de réduire les effectifs par classe. FO revendique aussi que les fonds publics aillent à l'école publique

